

LECO

de la semaine

30 Novembre au 06 Décembre 2024



SOMMAIRE

Cour des comptes : La dette de la Jirama estimée à 2500 milliards d'ariary	2
Énergie verte : Production de biométhane à Antsirabe	3
LFI 2025 : Votée sans amendement par les députés	3
Communauté Jimny.mg by CFAO : Un week-end sous le signe de l'aventure	4
Gestion durable de la fertilité des sols : Un enjeu pour la sécurité alimentaire à Madagascar	4
Exercice constitutionnel : Le Sénat adopte le Projet de loi de finances	5
Tourisme : Des Israéliens débarquent à Nosy-Be	5
Tourisme Trade Warsaw : Madagascar brille à l'international	6
Agroforesterie et agriculture de conservation : Un modèle de résilience à Androfia, Morarano Gara	6
Aides financières : La Banque mondiale bloque 468 milliards d'ariary	6
Consommation : Les prix de la bière en ébullition.....	7
Ressources : La pêche aux crevettes fermée	8
Madagascar-Allemagne : Partenariat renforcé pour la bonne gouvernance et le développement local	8
Industrialisation : Les jeunes incités à entreprendre dans le secteur	9
Journée de l'industrialisation en Afrique : Le MIC et le secteur privé, déterminés à relever le défi de l'industrialisation	9
Industrie minière - crise : Ambatovy étudie toutes les options.....	10
COP29 : La douane malgache, partie prenante au concept des « douanes vertes »	11
Transition énergétique : Succès du système photovoltaïque dans le sud.....	11
Autosuffisance alimentaire : Vers la réhabilitation de l'élevage bovin	12
Secteur extractif : La révision de la loi sur les grands investissements miniers enclenchée	12
Transport aérien : Renforcement de la flotte nationale, annoncé par le ministre Valery Ramonjavelo	13
Africa Investment Forum 2024 : Vers l'intensification des partenariats innovants	14
Douane : Lancement du nouveau système de dédouanement électronique	14
EDBM : Lancement de la plateforme des investissements en énergie	15
CEO SUMMIT : Des personnalités s'expriment	16
Partage : L'océan Indien face aux enjeux géopolitiques et économiques	17
Insécurité Alimentaire à Madagascar : Une crise silencieuse en expansion	17

Cour des comptes : La dette de la Jirama estimée à 2500 milliards d'ariary

ERIC RANJALAHY | 30 NOVEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Cour des comptes a fait son rapport public hier. La situation de la Jirama a été particulièrement disséquée.

La gestion tatillonne de la Jirama étant ce qu'elle est, cette société d'État d'eau et d'électricité ne peut qu'intéresser les limiers de la Cour des comptes dans leurs investigations. Son président, Jean de Dieu, a tenu à préciser que « la Cour des comptes publie chaque année un rapport public dans lequel elle présente les principales observations et recommandations formulées par les juridictions financières, dans l'exercice de leur fonction de l'année écoulée ».



Sacré champion international de la lutte anti-corruption en 2022 par l'Administration américaine, il a su renforcer sa notoriété au sein de la Cour des comptes.

Cette fois-ci, la Jirama et ses fonctionnalités ont été mises sous le feu des projecteurs, avec d'autres aspects de la vie économique et financière du pays. La Cour des comptes a mis en lumière diverses contradictions pouvant expliquer les difficultés actuelles endurées par la Jirama et qui se répercutent sur ses abonnés, avec leurs effets nuisibles pour la vie économique. Il a été mentionné dans le Rapport public 2024 que « la Cour des comptes a réalisé un suivi des recommandations émises en 2017 à la Jirama et a constaté que seulement 40 % des recommandations ont été suivies d'actions. Plusieurs améliorations sont encore requises, notamment pour le recouvrement des créances envers les clients administratifs ».

La Cour a aussi audité la gestion du carburant par la Jirama pour le Réseau Interconnecté d'Antananarivo, couvrant la période de janvier 2020 à juin 2023.

Problèmes financiers

Au cours de cette période, les centrales hydroélectriques et les panneaux solaires produisaient environ 55 % de l'énergie requise par le Réseau, et le reste de l'électricité devait être produit par les centrales thermiques, à partir de carburant. Or, la Cour a constaté que la Société n'arrivait pas à acheter la quantité suffisante de carburant nécessaire à la production thermique. Ainsi, en 2022, il manquait 27 500 000 kWh d'énergie, un déficit qui s'explique en partie par des problèmes financiers dus aux contrats qui avantagent les producteurs d'énergie privés au détriment de la société. Résultat : la Jirama croulait sous une dette cumulée de 2500 milliards d'ariary et elle était contrainte d'acheter du carburant par voie de réquisition, un mode d'achat qui contribue à son endettement, car les tarifs sont alors fixés par le fournisseur.

Ces indications ont peut-être déjà été soulevées à plusieurs reprises, mais elles ont le mérite d'être connues de tous, grâce à l'intervention d'un organe d'une neutralité acquise. La Cour des comptes n'a pas de pouvoir pour sanctionner, ses déductions peuvent être le point de départ des poursuites judiciaires par les juridictions compétentes.

Pour la Jirama, par exemple, des fuites dans l'achat de carburant ont été constatées. « La Cour a trouvé que la quantité de carburant livrée à la Jirama était inférieure à celle achetée. On note ainsi des écarts de plus de 126 000 litres de fioul et de près de 48 000 litres de gasoil, totalisant des pertes de 734 millions d'ariary. Elle note aussi des écarts entre l'enregistrement des stocks des producteurs privés et ceux de la Jirama. Par exemple, les entrées de fioul enregistrées par un producteur à Ambohimambola présentent un écart de 19 800 000 litres de plus que ceux enregistrés par la Jirama. Cette situation fait en sorte que l'information sur les stocks de carburant n'est pas fiable et il en résulte un risque de perte financière pour la Jirama. La Cour recommande de réviser les contrats des producteurs privés, promouvoir les énergies renouvelables en faisant construire des bassins de retenue, et faire le suivi des livraisons et des stocks ».

Des révélations pouvant aider la Jirama à mieux gérer les livraisons de carburant, une des causes principales de la baisse des productions des centrales thermiques, dans l'attente de l'effectivité de la transition énergétique.

Énergie verte : Production de biométhane à Antsirabe

ANTSA R. | 30 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Le biométhane, produit à partir de déchets biologiques, pourrait bientôt révolutionner l'accès à une énergie propre pour des milliers de foyers malgaches. Cette initiative prometteuse est mise en œuvre à Antsirabe par l'entreprise MADAGAZ.

Une étape significative dans la transition énergétique à Madagascar, confrontée à la déforestation et aux impacts des combustibles traditionnels. C'est ce que représente le projet piloté par MADAGAZ à Antsirabe. Dès sa mise en œuvre, ce projet permettra de fournir du gaz de cuisson propre à plus de 3 000 foyers, avec une production annuelle estimée à 3 200 MWh. Pour y parvenir, MADAGAZ utilise 6 000 tonnes de matières organiques par an, incluant des déchets domestiques et agricoles, transformés en biométhane. Ce gaz, présenté comme une alternative aux combustibles traditionnels, offre une solution doublement bénéfique : il préserve la santé des utilisateurs en éliminant l'exposition aux fumées toxiques tout en limitant la déforestation. L'initiative, qui s'inscrit dans le développement des énergies renouvelables, ambitionne de démocratiser l'utilisation d'une énergie respectueuse de l'environnement tout en réduisant l'impact des activités humaines sur les ressources naturelles.

Soutien du MEH

Le 28 novembre dernier, le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste a reçu les responsables du projet dans son bureau à Ampandrianomby pour discuter du projet. En effet, le ministre a rappelé l'urgence de sortir du modèle énergétique traditionnel basé sur le charbon et le bois de chauffe, des pratiques responsables de la dégradation des forêts malgaches et de graves problèmes de santé publique. « Ce projet est une étape essentielle dans notre lutte pour une transition

énergétique durable, en alignement avec les objectifs globaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de préservation de notre patrimoine naturel », a déclaré le ministre. MADAGAZ, dirigée par Minoarisoa Faratiana, experte en biogaz, s'appuie sur le soutien technique de l'Association des agriculteurs méthaniseurs de France (AAMF). Cette collaboration franco-malgache illustre un transfert de savoir-faire et une synergie entre des acteurs locaux et internationaux pour relever les défis énergétiques de Madagascar.



Alors que Madagascar subit les effets du changement climatique et de la déforestation massive, des initiatives comme celle de MADAGAZ pourraient jouer un rôle crucial dans l'instauration d'un modèle énergétique durable. Ce projet pourrait également avoir un impact significatif sur les comportements des ménages, en favorisant l'adoption d'énergies propres et économiques.

LFI 2025 : Votée sans amendement par les députés

EDMOND R. | 30 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Une étape réussie pour le gouvernement. Les députés de Madagascar ont voté, sans amendement, le projet de Loi de finances initiale 2025.

C'était, hier lors de la séance plénière à Tsimbazaza où l'Exécutif était représenté par la ministre de l'Economie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison assistée par son cabinet et son staff technique.

Mission réussie

Une fois de plus, les élus de la Chambre, ont eu largement le temps d'examiner le PLFI déposé, rappelons-le, à l'Assemblée nationale le 31 octobre dernier. La présentation générale a eu lieu en séance plénière le 18 novembre dernier. Avant que les membres de la Commission Finances ne puissent procéder aux travaux de commission, où les techniciens du ministère de l'Economie et des Finances, ont donné le maximum de détails sur ce PLFI. Mission réussie, en tout cas pour l'équipe du MEF puisque la séance plénière d'hier a débouché sur l'adoption sans

amendements du projet de Loi de finances 2025. Un PLFI, destiné, rappelons-le, à relever le défi de l'autosuffisance alimentaire et du secteur énergétique qui auront respectivement droit, l'année prochaine à un budget d'investissements de 573 milliards d'ariary et de 562 milliards d'ariary. Concernant plus particulièrement l'introduction de la taxe sur les transactions mobiles qui a fait débat ces derniers jours, le projet est finalement retenu avec quelques aménagements techniques. Comme l'a souhaité le gouvernement, cette nouvelle taxe qui n'impacte pas sur les transactions de moins de 150 000 ariary, n'aura pas de répercussions négatives sur les utilisateurs de transactions par mobile money. Par ailleurs, comme c'est le cas dans certains pays africains qui le pratiquent déjà, elle ne représente pas de grands dangers pour l'inclusion financière.

Trajectoire ascendante

Cette LFI 2025, marque par ailleurs le retour progressif vers la croissance économique. Selon les prévisions de perspective économique, l'économie malgache devrait connaître une croissance soutenue entre 2025 et 2028, avec une accélération progressive du taux de croissance du PIB, passant de +5,0% en 2025 à +5,6% en 2028. Cette trajectoire ascendante suggère une amélioration continue de l'environnement économique et une augmentation de la productivité dans divers secteurs. Cette LFI se

base également sur les projets structurants pour booster la croissance économique. En effet, « l'Etat malgache aspire à atteindre une croissance de 5% d'ici 2025 grâce à ces projets structurants combinés à une gestion efficace des finances publiques ». Cette dernière sera notamment axée sur une optimisation des financements interne et externe ; une rationalisation des dépenses de fonctionnement et enfin une attention particulière quant à l'évolution de l'endettement. Un PLFI marqué par la bonne gouvernance et la croissance économique, en somme.

Communauté Jimny.mg by CFAO : Un week-end sous le signe de l'aventure

ARH. | 30 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le samedi 23 novembre, la communauté Jimny.mg by CFAO a organisé une journée mémorable à Mantasoa. Les passionnés de Suzuki Jimny se sont retrouvés pour une aventure alliant adrénaline et convivialité. Sur une piste spécialement aménagée, les participants ont pu tester les performances de leurs véhicules tout-terrain. Denise, ambassadrice de la marque Suzuki by CFAO, a apporté son dynamisme et son enthousiasme à l'événement, créant une ambiance chaleureuse.

Cette première édition a marqué un véritable succès, renforçant la cohésion entre les membres. Elle a également permis de faire valoir le potentiel du Suzuki Jimny,

disponible en versions 3 et 5 portes, avec des capacités qui séduisent les amateurs de sensations fortes.

Les membres de la communauté bénéficient d'avantages exclusifs, tels que des remises de 25% sur les pièces de rechange, augmentant l'attractivité du modèle. Ce rendez-vous prometteur annonce déjà de nouvelles aventures captivantes pour les passionnés. Suzuki by CFAO confirme ainsi son engagement : « Manakaiky anao hatrany », parce que chez nous, c'est chez vous. Une belle promesse pour les amateurs d'évasion et de performances.

Gestion durable de la fertilité des sols : Un enjeu pour la sécurité alimentaire à Madagascar

ARH. | 30 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

La population de Madagascar, actuellement de 30 millions d'habitants, devrait atteindre 50 millions d'ici 2050 (Projections Instat). Face à cette croissance démographique, le pays devra accroître ses productions agricoles, notamment le riz, dont les rendements actuels tournent autour de 2,7 tonnes par hectare. L'objectif est de doubler cette production pour répondre aux besoins alimentaires croissants. Cependant, cet accroissement doit se faire de manière durable en prenant soin des sols, qui sont souvent fragiles et pauvres, tout en préservant les ressources naturelles essentielles, comme l'eau et les forêts.

La question centrale qui se pose est comment augmenter la productivité de manière durable, tout en protégeant les sols et l'environnement. C'est autour de ce défi que se sont réunis des experts et acteurs de terrain lors de la conférence-atelier sur la gestion durable de la fertilité des sols, tenue les 28 et 29 novembre à l'hôtel Panorama Antananarivo. L'événement a rassemblé plus de 130 participants, parmi lesquels des scientifiques, des agriculteurs,

des décideurs politiques et des partenaires de la coopération internationale, tels que la GIZ et le Cirad.

Le directeur régional du Cirad en Afrique australe et Madagascar, Jean-Marc Bouvet, a souligné la liaison entre la fertilité des sols à celle de la sécurité alimentaire. « Avec une population en forte croissance, il est crucial de maximiser la production agricole sur les sols disponibles, tout en préservant leur fertilité ». La conseillère de la GIZ, Tanja Pickardt, a évoqué les projets en cours, comme le projet GIZ-ProSol, « visant à améliorer la fertilité des sols dans des régions comme le Boeny et l'Androy, tout en intégrant les petits agriculteurs dans ce processus de transformation agricole ».

Deux approches sont souvent évoquées. La première repose sur des pratiques agroécologiques, respectueuses de l'environnement mais moins intensives. La seconde privilégie l'utilisation d'engrais chimiques, plus efficaces mais moins durables, comme l'ont montré certaines expériences en Occident. La solution idéale réside peut-être dans un compromis entre ces deux approches.

Exercice constitutionnel : Le Sénat adopte le Projet de loi de finances

ERIC RANJALAHY | 02 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les Sénateurs, après les députés, ont donné leur feu vert à l'application de la loi de finances 2025. Les réactions des bailleurs de fonds qui ont suivi son élaboration suscitent des interrogations.

Sans surprise, les Sénateurs ont emboîté le pas des députés pour adopter le Projet de loi de finances 2025. Riandra Hasimbelo Rabarinirinarison, ministre de l'Économie et des Finances, a passé un samedi tranquille au Palais de Verres d'Anosikely. Pas d'éclats de voix, ni d'invectives verbales. Seules des remarques formulées avec la plus grande politesse. L'affaire a été pliée en deux temps trois mouvements par des travaux de commission avec tous les Sénateurs, avant de passer aussitôt au vote d'approbation.



La veille, vendredi, à l'Assemblée nationale, la direction générale des impôts a jeté du lest, tout en gardant l'essentiel. Sur une innovation ou imposition délictueuse, source de polémiques. Il a été décidé et convenu que la taxe sur la transaction mobile money est maintenue, en revanche le mode de calcul est modifié. À l'origine, cette taxe devait être prélevée directement sur les transactions supérieures à 150 000 ariary, au taux de 0,5 %. Suite à des discussions avancées entre l'État et les Établissements de

monnaie électronique (EME), une révision du mécanisme de collecte a été convenue. La taxe sera appliquée sur le chiffre d'affaires à hauteur de 5 %.

Indissociable

L'État mettra en place un système de contrôle pour vérifier les chiffres d'affaires, atteignant des milliards d'ariary. Le mobile money est devenu indissociable de la vie quotidienne des Malagasy. La publicité « Faites de votre téléphone votre portefeuille » a fait mouche. Quelques clics pour effectuer des transferts d'argent, pour payer ses factures, et même pour souscrire des prêts.

Pour rappel, la loi de finances à venir, après le contrôle de constitutionnalité par la Haute Cour Constitutionnelle, une autre formalité d'usage, et sa promulgation, prévoit, entre autres, une croissance économique de 5 % en 2025, tirée des secteurs primaire et tertiaire. Soit 0,6 point de plus que cette année. Un taux d'inflation en glissement annuel en deçà des 10 %.

Une augmentation des recettes fiscales de 21,39 %, passant de 4 636,5 milliards d'ariary en 2024 à 5 628,4 milliards d'ariary en 2025. Mais toujours aux environs des 12 % en termes de contribution au Produit intérieur brut (PIB). Une performance attendue avec une cascade de mesures législatives et administratives. Avec l'appui de la digitalisation à tous les services des impôts.

La Douane espère engranger 4 366 milliards d'ariary au bout de la réalisation de ses trente et un programmes de réformes et de modernisation, afin de mieux contrôler les flux des marchandises. Ici aussi, le recours aux nouvelles technologies, comme l'IA, fera le nécessaire.

Dans le chapitre des dépenses publiques, le montant total des investissements atteindrait les 3 745,4 milliards d'ariary pour permettre de financer les projets au profit de la production d'électricité et pour augmenter le rendement rizicole.

Tourisme : Des Israéliens débarquent à Nosy-Be

ERIC RANJALAHY | 02 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Multiplier les vols à destination et en provenance de Nosy-Be. Ceux qui ont demandé cette évolution sont bien servis. La compagnie aérienne israélienne Arkia Israeli Airlines programme trois vols charters entre Tel Aviv et Nosy-Be pour ce mois de décembre. L'appareil de la compagnie va débarquer des touristes depuis la ville juive sur le tarmac de Fascène les 4, 11 et 18 décembre. Cette nouvelle connexion renforce l'attractivité internationale de l'île aux Parfums, désormais desservie par neuf compagnies aériennes.

Le ministère des Transports et de la Météorologie a précisé que cette initiative s'inscrit dans sa stratégie de promotion du tourisme, moteur clé du développement économique national. « Nous mettons en place des mesures spécifiques pour garantir le succès de cette nouvelle route », ont affirmé les autorités à l'issue d'une réunion avec les acteurs aéroportuaires. Une rencontre qui a permis de coordonner les démarches administratives et techniques nécessaires au bon déroulement de ces opérations.

Tourisme Trade Warsaw : Madagascar brille à l'international

JEAN RIANA | 02 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Madagascar est reconnu à l'échelle internationale dans le secteur tourisme. La Grande île est élue meilleure qualité & innovation, lors de la 30e édition du Salon international du tourisme TT Warsaw à Varsovie (Pologne) du 29 novembre au 1er décembre, l'un des événements majeurs de l'industrie touristique européenne.

Cette reconnaissance est plus que méritée pour la Grande île, vu qu'elle ne cesse de mettre en lumière son

attractivité auprès des touristes polonais, grâce à l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM), ayant pour mission de promouvoir la destination Madagascar. Et ce prix ne fait que renforcer la position du pays en tant que destination touristique de premier choix et incontournable pour les voyageurs du monde entier.

Agroforesterie et agriculture de conservation : Un modèle de résilience à Androfia, Morarano Gara

ARH. | 02 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

A Androfia, commune rurale de Morarano Gara, dans la région Alaotra Mangoro, l'association des femmes « Fanambinana », créée en juin 2022 et comptant 32 membres, transforme le quotidien des communautés rurales. Soutenue par le projet « Paysages durables dans l'Est de Madagascar », cette initiative offre de nouvelles opportunités économiques tout en protégeant l'environnement.

Depuis six ans, le projet « Paysages durables dans l'Est de Madagascar », financé par le Fonds Vert pour le Climat (GCF) et mis en œuvre par Conservation International (CI), agit au cœur du corridor forestier Ankeniheny-Zahamena (Caz). Son objectif est de renforcer la résilience des populations locales face au changement climatique et freiner la déforestation. Avec le soutien du ministère de l'Environnement et du Développement durable, ce projet implique directement des coopératives et des associations telles que Fanambinana.

Les agriculteurs habitués aux méthodes ancestrales, ont adopté des pratiques récentes comme l'agroforesterie et l'agriculture de conservation. Sur le site vitrine d'Androfia, des cultures diversifiées voient le jour : litchi, café, courgettes, concombres, pastèques, maïs, et manioc...

« Ces cultures sont pratiquées selon des techniques modernes, notamment le basket compost. CI a fourni des semences, du matériel et une formation adaptée », explique Valérie Bienvenue, paysan formateur (PF) au sein de l'association Fanambinana.

Rendements agricoles

Une technique emblématique est l'« Ady Gasy ». Elle consiste à utiliser des matières naturelles pour fabriquer un compost biologique. « Ce mélange composé de bouse de bœuf sèche, son de riz, piments et feuilles vertes, est fermenté pendant 15 jours pour devenir un engrais et biopesticide naturel », ajoute cette agricultrice modèle de la localité.

Ces nouvelles méthodes ont transformé les rendements agricoles. Tahiantsoa Eugénie Razafinizaza, membre de Fanambinana, témoigne : « Avant, nos récoltes étaient limitées. Aujourd'hui, nous cultivons plusieurs légumes et arbres fruitiers sur une même parcelle. Nous en avons suffisamment pour nous nourrir et vendre le surplus pour augmenter nos revenus ».

Valérie Bienvenue ajoute : « Même en période d'étiage, nos cultures prospèrent grâce à ces techniques. Nous voulons continuer à développer nos exploitations et perfectionner ces pratiques ».

Avec le soutien du projet « Paysages durables dans l'Est de Madagascar », Fanambinana prouve que développement économique et préservation environnementale peuvent aller de pair.

Aides financières : La Banque mondiale bloque 468 milliards d'ariary

ERIC RANJALAHY | 03 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Banque mondiale a retardé l'aide budgétaire de 468 milliards d'ariary à Madagascar en raison du non-respect de certaines conditions, comme les réformes dans des secteurs clés tels que la Jirama et des télécommunications.

Une nouvelle peu flatteuse pour Madagascar. La Banque mondiale a suivi l'attitude du Fonds monétaire international pour retarder le décaissement de son aide budgétaire. Sous conditions. Elle commence à faire bruire les salons

feutrés. L'information du newsletter Africa Intelligence qui circule sur les réseaux sociaux. Selon ses révélations, souvent fondées sur des faits avérés, « après le Fonds monétaire international (FMI, AI du 19/11/24), c'est au

tour de la Banque mondiale (BM) de reporter un appui budgétaire de 468 milliards d'ariary pour Madagascar. Ce montant aurait dû être validé au plus tard en septembre 2024 pour un versement en décembre. Il est remis à la fin du premier trimestre 2025 ».

Ainsi, « cet appui reste toutefois conditionné à l'application par le ministère des Finances, dirigé par Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, des recommandations de la BM, représentée à Antananarivo par le Sénégalais Atou Seck. À l'heure actuelle, l'institution internationale estime que l'administration d'Andry Rajoelina n'a pas suffisamment satisfait aux prérequis réclamés par le board à Washington. Accès aux services financiers. Parmi ces actions préalables figure le plan de redressement de la Jirama, la société nationale d'eau et d'électricité, en déficit financier depuis plusieurs années. Il n'a, à ce jour, pas encore été validé par le gouvernement ».

Au plus pressé

Sur ce point, la venue de Ron Weiss à la direction générale de la Jirama devait accélérer le mouvement dans ce sens. Mais il semble que la persistance du délestage et la pénurie d'eau à grande échelle aient fait changer d'avis les dirigeants malgaches. Ils ont plutôt opté pour des solutions au plus pressé afin de désamorcer une crise sociale qui commençait à gagner en intensité dans plusieurs quartiers de la capitale dès la nuit tombée. L'installation des vastes panneaux solaires, l'activation de la centrale thermique d'Ambohimanambola au mois de mars au plus tard, peuvent sauver ce qui peut encore l'être. Mais ne constituent pas, aux yeux des économistes de la Banque mondiale, les vraies thérapies pour soulager les maux qui gangrènent la Jirama depuis des années. Elle suggère un plan de redressement avec des chronogrammes précis et des échéances bien claires pour atteindre des performances tangibles.

La Banque mondiale a déjà exigé de la Jirama de rembourser des dépenses inéligibles, perdues dans les dédales des primes exceptionnelles, d'appliquer le système de tarification Optima et Optima Business, pour les abonnés particuliers et les entreprises. L'application de l'Optima Business a été énoncée dans un récent Conseil des ministres sans que l'on sache son effectivité. Avec

encore une autre option moins lourde à supporter pour les industries qualifiées de « stratégiques ».

L'autre pomme de discorde concerne un détail d'une importance capitale. Comme le rapporte Africa Intelligence. « Dans le domaine des télécoms, la libéralisation des codes USSD (Unstructured Supplementary Service Data) n'a pas non plus été actée par l'administration de Andry Rajoelina. Elle doit permettre aux Malgaches, même habitant dans les zones les plus reculées du pays, d'accéder aux services financiers de base sans disposer d'une connexion Internet. Les codes USSD sont souvent utilisés via des téléphones portables pour accéder à des services bancaires, tels que les consultations de solde ou les recharges de crédit ».



Le gouvernement a répondu à cette sollicitation, mais un peu sur le tard. Réactif et non actif, comme c'est parfois le cas. Un atelier dédié à la finalisation du projet de décret sur les codes USSD a été organisé le 4 septembre 2024 dans les locaux de l'Autorité de régulation des technologies de communication, ARTEC, afin de recueillir les avis des acteurs du secteur des télécommunications et ceux du secteur financier concernés par ce projet. Il faudra aussi patienter pour la mise en œuvre de ce cadre légal. Africa Intelligence fait le bilan financier de ces couacs à répétition. « Le report de cet appui budgétaire de 100 millions de dollars s'ajoute à celui que le FMI était supposé verser à Madagascar. Il s'agissait de 103 millions de dollars, déblocables dans le cadre d'une facilité élargie de crédit (FEC) et d'une facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Ce versement a été remis à février 2025 ».

Consommation : Les prix de la bière en ébullition

ERIC RANJALAHY | 03 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Beaucoup n'en revenaient pas. Ou plutôt, ils rentraient bredouilles du bar qu'ils fréquentent presque tous les jours. Une seconde nature découlant de l'addiction. Car, le préavis de la hausse des prix, notifié à qui de droit la semaine passée, pour leur boisson préférée qu'est la bière, dans toutes ses déclinaisons, a aussitôt pris effet hier matin. Ce qui a pris de court ces consommateurs venus dépenser un budget avec les anciens tarifs. Et l'ampleur de la hausse a été conséquente. Pour la bouteille de 65cl, le prix passe de 4 250 à 5 000 ariary, le petit format de 3 000 à 3 250 ariary. La grosse canette, un signe d'une certaine aisance dans la société, s'achète désormais à 6 000 ariary au moins, soit un surplus de 1 000 ariary à

payer pour se distinguer de l'armée des mal lotis sur le plan financier.

Ces augmentations, consécutives aux nouvelles dispositions fiscales de la loi de finances 2025, ont été décidées à un moment où les fêtes de fin d'année se profilent à l'horizon. Où les producteurs, les grossistes et les détaillants réalisent leur plus gros chiffre d'affaires de l'exercice en cours. Les consommateurs n'ont aucune échappatoire, à moins de mettre une croix sur ces festivités. « Impensable pour la majorité des Malgaches », déduisent des études du marché, même s'ils vivent dans la précarité la plus fragile.

Ressources : La pêche aux crevettes fermée

ERIC RANJALAHY | 03 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une richesse à l'existence délicate, qui mérite une protection rapprochée. « Depuis la nuit de 1er décembre 2024, la pêche aux crevettes a été suspendue sur l'ensemble des zones maritimes de Madagascar, et ce, jusqu'à la nuit du 28 février », selon un communiqué du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, MPEB.



Cette pause annuelle est à double facette. Si elle affecte les revenus de ceux qui vivent de la filière, en retour, elle garantit la survie des stocks marins, déjà exposés à d'autres aléas comme la pollution sous toutes ses formes et les effets du changement climatique.

Le MPEB insiste sur le caractère vital de cette mesure : « Cette décision fait suite à des mesures de régulation

visant à préserver les ressources maritimes et à garantir la durabilité de la pêche. Les entreprises de pêche, les collecteurs de produits marins ainsi que les magasins de vente de produits de la mer sont invités à déclarer leurs stocks de crevettes (makamba) entre le 30 novembre et le 9 décembre 2024. Ces déclarations doivent être effectuées auprès des bureaux régionaux de la pêche et de l'économie bleue ». Il est à noter que cette obligation s'étend également aux prestataires de services liés à cette activité. La pêche au makamba constitue une source de revenus significative pour Madagascar.

Cependant, un conflit d'intérêts semble inévitable. Tous les acteurs le reconnaissent, cette suspension même temporaire, bien que nécessaire pour la préservation de l'espèce, génère un défi pour le secteur, qui devra apprivoiser les conséquences économiques comme corollaires. « Cette suspension, qui se produit chaque année pendant trois mois, est une période difficile pour nous, pêcheurs, car une grande partie de nos revenus dépend de cette activité. Cependant, nous comprenons que ces mesures sont nécessaires pour préserver les ressources maritimes et assurer la pérennité du secteur », reconnaissent ceux qui manient les filets.

Madagascar-Allemagne : Partenariat renforcé pour la bonne gouvernance et le développement local

ANTSA R. | 03 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Une consultation bilatérale stratégique a eu lieu la semaine dernière au ministère des Affaires étrangères à Anosy, rassemblant la République de Madagascar et une délégation de la République fédérale d'Allemagne. Cet échange, inscrit dans le cadre de leur coopération bilatérale, visait à identifier des solutions concrètes pour relever les défis de la Bonne gouvernance, un pilier essentiel du développement durable. Pour le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire (MDAT), cette rencontre a été marquée par l'annonce d'un soutien financier allemand destiné à plusieurs projets structurants. Ce geste renforce les accords obtenus lors de la récente visite du ministre en Allemagne, consolidant ainsi les liens entre les deux nations. Parmi les priorités abordées, la gestion foncière occupe une place centrale. Le Bureau des services fonciers intermédiaires (BSFI), récemment créé, ambitionne d'améliorer l'accès aux services fonciers, particulièrement dans les zones rurales. La sécurisation foncière, perçue comme un levier essentiel pour le

développement, est un axe majeur du MDAT pour offrir des solutions pérennes et stimuler l'économie locale.

Développement local

La décentralisation et la déconcentration ont également été au cœur des discussions. Bien qu'indispensables pour rapprocher les services publics des citoyens, elles nécessitent des efforts accrus en matière de gestion des infrastructures et des ressources, ainsi qu'un renforcement des capacités des entités locales. Enfin, sur le plan environnemental, une approche proactive a été mise en avant pour construire une résilience durable face aux changements climatiques. En créant des conditions favorables à la fixation des populations sur leurs terres, le gouvernement entend limiter les migrations forcées et renforcer le développement local. Cette consultation illustre un partenariat dynamique entre Madagascar et l'Allemagne, basé sur une vision commune de la gouvernance et du développement durable, au bénéfice des communautés locales.

Industrialisation : Les jeunes incités à entreprendre dans le secteur

JEAN RIANA | 03 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Lors de la Journée de l'industrialisation en Afrique (JIA) qui s'est tenue hier au Carlton Anosy, le ministre de l'Industrialisation et du commerce, David Ralambofiringa a mis en avant la nécessité d'impliquer davantage les jeunes dans le développement du secteur industriel.

La célébration de cette année s'est déroulée sous le thème « Capitaliser sur l'intelligence artificielle et l'industrialisation verte pour accélérer la transformation structurelle en Afrique ». L'événement se tient normalement tous les 20 novembre, mais le pays a pris un peu de recul cette année afin d'être mieux dans le bain. « On doit se tourner d'avantage vers l'innovation et axer notre vision sur l'entrepreneuriat industriel et bien évidemment inciter les jeunes à œuvrer dans ce sens » a indiqué le ministre David Ralambofiringa. Concernant l'innovation, il a précisé

que l'industrialisation verte est actuellement en plein essor et le pays doit s'y orienter pour éviter que le changement climatique ne prenne plus d'ampleur.

Il a ajouté que l'industrie manufacturière contribue de 15 à 17 % au PIB à l'heure actuelle. « L'objectif étant de rehausser cela à 30 % d'ici 15 ans » a-t-il indiqué. Il a expliqué que cette vision est tout à fait à notre portée vue que les matières premières sont déjà à notre disposition. Puis, il a laissé entendre que les jeunes montrent un certain intérêt à œuvrer dans le secteur industriel et que bon nombre d'entre eux suivent déjà des formations en adéquation à cela. Bien évidemment, cela nécessite un appui venant de l'Etat, c'est pourquoi le ministère entend voir de près la recherche de marché pour les entrepreneurs dans le secteur industriel.

Journée de l'industrialisation en Afrique : Le MIC et le secteur privé, déterminés à relever le défi de l'industrialisation

EDMOND R. | 03 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Figurant parmi les trois piliers de la politique générale de l'État, l'industrialisation fait actuellement l'objet de nombreuses initiatives aussi bien de la part de l'État que du secteur privé.

La célébration de la Journée de l'industrialisation en Afrique qui s'est déroulée, hier au Carlton, était l'occasion pour le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, d'afficher la détermination de son département à réussir ce défi de l'industrialisation à Madagascar. Et ce, en partenariat avec les partenaires techniques et financiers et le secteur privé.

Pacte sur l'industrialisation

La tâche ne sera évidemment pas facile quand on sait qu'aussi bien en Afrique qu'à Madagascar, l'industrie contribue d'une manière encore relativement faible au développement économique. En effet, la part de l'industrie dans le PIB est actuellement estimée à 32% en Afrique, contre seulement 17% à Madagascar. Prenant conscience de cette situation, le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, a pris ces derniers temps de nombreuses initiatives pour booster le développement industriel. Notamment à travers le pacte sur l'industrialisation qui lie l'État et le secteur privé et dont l'objectif est de faire passer à 30% la part de l'industrie dans le PIB. « C'est un objectif que l'on peut raisonnablement atteindre avec les immenses potentialités dont dispose le pays », a déclaré le ministre David Ralambofiringa. Ce pacte, précisons-le, synthétise des activités majeures à mettre en œuvre dans des secteurs industriels prioritaires comme les mines, l'agro-business, l'énergie, le textile, les huiles essentielles et surtout les zones franches industrielles.

Programme ODOF

Comme l'a rappelé le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, des actions concrètes sont mises, ou en cours de mise en place pour que le pays dispose réellement d'un écosystème favorable au développement industriel. « Des progrès significatifs ont été enregistrés entre 2019 et 2024 », a-t-il indiqué. Parmi ces actions figure inévitablement le programme ODOF qui affiche actuellement des résultats probants sur le terrain.



En effet, 80 unités de production sont déjà déployées dans plusieurs districts du pays. Faisant de l'ODOF une priorité, le ministre David Ralambofiringa a fait, ces derniers temps, un périple dans des districts pour constater de visu l'état d'avancement de ces projets dont la plupart affichent un bilan plutôt encourageant. La preuve, des produits ODOF commencent actuellement à être présents sur certains marchés locaux. Tout en apportant des solutions aux problèmes rencontrés par les exploitants des usines ODOF, le MIC les aide également à élargir l'étendue de

leurs débouchés. Particulièrement en les aidant à placer leurs produits dans les enseignes de grande distribution. Cette action est réalisée en partenariat avec le secteur privé, plus particulièrement avec le Syndicat des Industries de Madagascar à travers le label Malagasy Ny Antsika.

Partenariat gagnant

Présent, hier lors de la célébration de la Journée de l'industrialisation en Afrique, le président du SIM, Tina Rasamimanana, a justement évoqué ce partenariat gagnant entre l'Etat et le secteur privé. « Le SIM reste prêt à collaborer avec l'Etat et nous avons besoin que le MIC soit à nos côtés pour dynamiser le secteur industriel » a-t-il déclaré. Sur ce point, d'ailleurs, le SIM œuvre sur la base de trois axes majeurs que sont le renforcement du partenariat public – privé, l'encouragement de l'entrepreneuriat et de l'innovation, et enfin la promotion d'une croissance durable et inclusive. Le président du SIM est d'ailleurs convaincu de la réussite de ce partenariat pour

le défi industriel. « Madagascar a tous les atouts pour devenir un acteur incontournable de l'industrialisation en Afrique », a-t-il déclaré.

Pour en revenir à la Journée de l'industrialisation en Afrique qui est, précisons-le, normalement célébrée le 20 novembre, mais qui a été reportée, hier pour Madagascar pour des raisons pratiques, le thème choisi, cette année est « Capitaliser sur l'intelligence artificielle et l'industrialisation verte pour accélérer la transformation de l'Afrique ». La célébration a été faite en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Projet d'appui à l'industrialisation et au secteur financier (PAISF) de la BAD, deux partenaires techniques et financiers incontournables du secteur industriel malgache. Les industriels étaient à l'honneur au Carlton où ils ont pu démontrer leur savoir-faire qui mérite juste un coup de pouce de l'Etat et des bailleurs.

Industrie minière - crise : Ambatovy étudie toutes les options

ERIC RANJALAHY | 04 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La situation de la société minière Ambatovy ne s'améliore guère. Sumitomo Corporation, son actionnaire principal, affirme étudier toutes les options pour se sortir de cette mauvaise passe.

Toujours en difficulté, suite à la séquelle de la chute vertigineuse des cours du nickel et du cobalt sur le marché international. Ambatovy cherche une issue de secours à ses déboires financiers. Dans une déclaration datée du 28 novembre dernier, Sumitomo Corporation, la firme japonaise, actionnaire principal, a réaffirmé son engagement « à examiner toutes les options possibles ». Cette déclaration intervient après l'approbation du plan de restructuration de la dette d'Ambatovy par un tribunal britannique. Cette démarche pour alléger le fardeau de la dette a été engagée le 2 septembre, rapportée par la presse internationale. La liquidation a été exclue des éventualités, ce qui ne peut que rassurer tout le monde.



« En tant qu'actionnaire de ce projet, nous continuerons d'évaluer toutes les options pour identifier la meilleure politique à suivre pour toutes les parties prenantes concernées, à la lumière de l'importance sociale de ce projet et de nos responsabilités, ainsi que de l'environnement de marché récent », indique Sumitomo Corporation dans cette déclaration.

Pour avoir une idée de l'amplitude de ces difficultés, l'année fiscale clôturée le 31 mars, Sumitomo a accusé

une perte financière de 89 milliards de yens, soit 584 millions de dollars, pour ses opérations à Ambatovy. Ses prévisions de production pour l'année 2024 ont été révisées à la baisse au mois de février de cette année. Les responsables estiment une production d'environ 30 000 tonnes de nickel pour cette année. C'est autour de 10 000 tonnes de moins par rapport aux 40 000 tonnes avancées par cette société japonaise, au mois de novembre 2023.

Situation compliquée

Dans l'optique de ces actions de redressement, les lignes bougent. Mark Zaborowski vient d'être nommé président de la compagnie minière d'Ambatovy, exploitation et exportation du nickel et du cobalt depuis le gisement de Moramanga à l'usine de traitement de Toamasina. Il remplace à ce poste plus que stratégique, Gus Gomez, dont le mandat de trois ans a été surtout marqué par la baisse sensible des cours du nickel sur le marché international, par l'existence d'un surplus de stockage et la demande un peu en deçà des espérances pour la construction des voitures électriques et autres équipements dans la même catégorie.

Il a quand même hérité d'une situation compliquée. Le 28 septembre, la production a été suspendue suite à une fuite de minerai détectée sur le pipeline long de 220 kilomètres reliant le gisement et l'unité de production de Toamasina. Un retour progressif à la productivité a été décidé devant le ministre des Mines, Herindrainy Rakotomalala, accompagné par des techniciens de son ministère.

Dans toutes les configurations à venir, Ambatovy mise sur les expériences éprouvées de Mark Zaborowski pour redresser la situation, avec l'espoir de paiement par l'Etat malgache d'un montant massif de TVA déductible. Lors de la célébration du soixante-quatrième anniversaire de

Sa Majesté l'Empereur du Japon, Naruhito, le 29 février à Ivandry, l'ambassadeur du Japon, Abe Koji, dans son discours, a formulé une demande dans ce sens, afin d'aider Ambatovy à sortir de cette galère et retrouver le cycle vertueux de la croissance. Les perspectives du Projet de loi de finances initiale estiment quand même « qu'une reprise attendue des activités de la branche 'industrie extractive' est attendue avec une croissance de +4,0% en 2025, après une contraction de

-20,8% en 2024. Au niveau international, la forte demande du secteur de l'acier, l'augmentation de la production de batteries pour véhicules électriques, la reprise de l'activité industrielle mondiale et la demande croissante liée aux technologies d'énergie renouvelable devraient impacter positivement la production nationale. Le secteur secondaire devrait ainsi afficher une croissance de 3,4% en 2025 ». Peut-être que le pire est derrière Ambatovy.

COP29 : La douane malgache, partie prenante au concept des « douanes vertes »

EDMOND R. | 04 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

L'administration douanière malgache est pleinement engagée dans une démarche de contribution à la lutte contre le changement climatique. Elle l'a prouvé durant sa participation à la dernière COP29 qui s'est déroulée à Bakou

Ernest Zafivanona Lainkana, le DG de la douane malgache était en effet parmi les intervenants des conférences thématiques de ce grand rendez-vous climatique au monde. Une occasion pour lui de parler du concept des « douanes vertes ».

Pratiques écologiques. Il s'agit d'une nouvelle démarche considérée comme une contribution des administrations douanières au défi climatique. Dans son intervention, le DG de la douane a notamment mis en exergue l'introduction de pratiques écologiques dans les procédures douanières. D'après lui, ces nouvelles pratiques ne se limitent pas à des actions ponctuelles, mais constituent une démarche globale visant à refondre les pratiques douanières à travers des actions durables et innovantes. En tout cas, durant cette première réunion des douanes au niveau d'un sommet environnemental, l'administration douanière malgache a eu l'occasion d'échanger avec des leaders douaniers du monde réunis au sein de l'organisation mondiale des douanes.

Durabilité environnementale. Des échanges qui ont notamment tourné autour des initiatives prises au niveau de l'OMD pour favoriser la durabilité environnementale tout en facilitant un commerce écologique. Des actions douanières qui sont destinées à la réduction de

l'empreinte écologique des administrations douanières, à la mise en place d'indicateurs de performance pour évaluer les progrès environnementaux et à la sensibilisation du personnel aux bonnes pratiques écologiques.



Pour y parvenir, l'OMD s'attelle à introduire des pratiques écologiques dans les échanges commerciaux tout en encourageant la coopération régionale pour renforcer la régulation des produits nocifs. L'innovation est également au centre de ce concept de douanes vertes qui priorise le développement de l'économie circulaire dans les pratiques douanières.

Transition énergétique : Succès du système photovoltaïque dans le sud

ANTSA R. | 04 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

L'accroissement de la capacité de production d'électricité se poursuit dans les différentes régions de Madagascar. Dans ce cadre, le gouvernement mise sur les énergies renouvelables.

Une amélioration continue de l'approvisionnement en électricité. C'est l'image perçue par la délégation conduite par le ministre de l'Energie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, la semaine dernière à Toliara, pour inspecter les infrastructures électriques de cette ville.

La première étape de cette visite a été consacrée à la centrale solaire gérée par l'entreprise ENELEC. Mise en service en 2019 et inaugurée officiellement en 2023 par le président Andry Rajoelina, cette centrale a une capacité de 2,9 MWc et produit jusqu'à 6 000 MWh par an. Ce

site, symbole de la transition énergétique de Madagascar, est actuellement en pleine expansion avec le lancement de sa phase II. La délégation s'est ensuite rendue à la centrale thermique d'Andranomena, également exploitée par ENELEC. Ce site, qui fonctionne au fuel, reste un élément clé pour assurer la stabilité de l'approvisionnement en électricité dans une région où la demande est en constante augmentation.

Avenir prometteur. La visite s'est terminée sur le terrain destiné à accueillir une nouvelle centrale solaire d'une capacité de 5 MW. Cette installation s'inscrit dans le cadre du projet gouvernemental ambitieux de produire 50 MW d'énergie renouvelable. Les travaux de préparation du site sont déjà finalisés, et les responsables locaux attendent

la livraison des équipements nécessaires pour démarrer la construction. Selon le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), ces projets traduisent une volonté des autorités de diversifier les sources d'énergie tout en réduisant la dépendance aux combustibles fossiles. En misant sur les énergies renouvelables, notamment solaires, le gouvernement ambitionne de renforcer l'accès à une électricité fiable, durable et à moindre coût pour les habitants de Toliara et au-delà. Ces initiatives marquent une avancée significative dans l'autonomisation énergétique de la Grande île et dans son engagement à lutter contre les changements climatiques tout en répondant aux besoins croissants des populations.

Autosuffisance alimentaire : Vers la réhabilitation de l'élevage bovin

JEAN RIANA | 04 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le développement de l'élevage bovin a été au cœur d'un atelier portant sur le secteur de l'élevage bovin tenu à Taolagnaro les 28 et 29 novembre, regroupant agriculteurs et éleveurs sous la houlette des ministères de l'Industrialisation et de l'Agriculture. Les stratégies à adopter pour soutenir et réhabiliter l'élevage bovin dans le Sud, garant de l'autosuffisance alimentaire, ont été à l'ordre du jour.

Les deux ministres ont profité de ce déplacement, pour visiter la société Bonne Viande Madagascar (Bovima). Ils ont également rencontré les éleveurs des régions Anôsy, Androy et Atsimo Andrefana, venus spécialement assister à cet atelier. Le ministre David Ralambofiringa a encouragé les agriculteurs et éleveurs à se regrouper en coopérative pour pouvoir bénéficier davantage d'opportunités d'affaires.

Secteur extractif : La révision de la loi sur les grands investissements miniers enclenchée

04 DÉCEMBRE 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 4 Décembre, 7h25 – Le processus est engagé. Après le code minier, les autorités passent à la révision de la loi sur les grands investissements miniers (LGIM).



Le ministère des Mines a réuni du monde lundi au Mining Business Center d'Ivato pour discuter du sujet. Des membres de la société civile, des représentants de la collectivité, des exploitants miniers se sont concertés sur l'avenir de ce texte régissant les grands projets miniers.

Le ministère des Mines adopte une approche consultative et inclusive, une formule qui a déjà été adoptée lors de la refonte du code minier. L'objectif est, selon ce département, de prendre en compte les intérêts des parties prenantes et d'assurer que cette loi actualisée soit en

adéquation avec les attentes du secteur minier. Les discussions à Ivato ont ainsi permis aux parties prenantes de faire un tour d'horizon sur les contributions de ces projets miniers dans le développement économique du pays, ses impacts au niveau régional ou local ou en termes de création d'emploi. Il en est de même sur les questions relatives aux régimes fiscaux ou encore du seuil d'éligibilité. « Ces observations et recommandations seront confectionnées et proposées en projet de loi », selon le ministère.

La mise à jour de la LGIM est inévitable depuis la promulgation du nouveau code minier. Le dernier rapport de l'initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) Madagascar a déjà évoqué cette refonte comme l'un des projets de réforme du secteur extractif pour cette année. Elle revêt d'une importance capitale pour le gouvernement avec son ambition d'attirer plus d'investissement dans le secteur minier. Le gouvernement prévoit dans les cinq prochaines années l'ouverture de 20 projets miniers. Cette nouvelle loi doit ainsi contribuer efficacement à l'atteinte de cet objectif. En attendant, le volet fiscal de la LGIM devrait intégrer le Code des impôts. Les dispositions en ce sens ont déjà été inscrites dans le projet de loi de finances adopté ce week-end par le Parlement.

Jusqu'ici, seul le projet Ambatovy est soumis à ce régime depuis la mise en œuvre de cette conception dans le domaine du secteur minier. Le projet Base Toliara qui vient

d'obtenir son autorisation de réouverture affiche aussi son ambition d'intégrer ce régime spécial. Le nouveau code minier prévoit que tout opérateur ayant atteint un seuil

d'investissement minimum peut demander le bénéfice du régime spécial de la LGIM. Ce seuil est de 50 milliards d'ariary, selon l'actuelle loi sur les grands investissements.

Transport aérien : Renforcement de la flotte nationale, annoncé par le ministre Valery Ramonjavelo

ANTSA R. | 05 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

L'arrivée imminente d'un nouvel avion ATR avant la fin de cette semaine renforcera la flotte de Madagascar Airlines, selon l'annonce faite hier par le ministre des Transports et de la Météorologie, Valery Ramonjavelo, lors de l'ouverture du Salon OACI 80.

L'inauguration officielle du Salon OACI 80 s'est tenue hier à l'Aéroport international d'Antananarivo. Cet événement marque les 80 années d'existence de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI). La cérémonie, orchestrée par le DG de l'Aviation Civile de Madagascar (ACM), le Colonel Gervais Damasy, s'est tenue en présence du ministre des Transports et de la Météorologie, Valery Ramonjavelo, ainsi que d'autres personnalités de marque. Placé sous le thème « Un ciel sûr et un avenir durable : ensemble pour les 80 prochaines années », l'événement, qui se déroulera du 4 au 7 décembre, met en lumière les défis et les opportunités dans le secteur de l'aviation civile. Une série de discours, suivie d'une visite des stands d'exposition par la délégation officielle, a donné le coup d'envoi de cette célébration unique.

Flotte renforcée

Dans son allocution, le ministre Valery Ramonjavelo a fait une annonce majeure pour Madagascar Airlines : l'arrivée imminente d'un nouvel avion ATR avant la fin de la semaine. Un autre appareil, actuellement en réparation, sera également opérationnel dans les jours à venir, portant ainsi la flotte nationale à cinq avions d'ici mi-décembre. Le ministre a également réitéré la vision stratégique des autorités malagasy : faire de Madagascar une plateforme aérienne incontournable en Afrique, grâce à des infrastructures modernes, des professionnels compétents et un engagement ferme pour un développement respectueux de l'environnement.

Aviation durable

En ce qui concerne l'OACI, cette agence a été créée le 7 décembre 1944 à travers l'Accord de Chicago. Il s'agit d'une agence spécialisée des Nations Unies qui œuvre depuis 80 ans pour la sécurité, la durabilité et

l'harmonisation du transport aérien civil mondial. Le thème de cette année, « Un ciel sûr et un avenir durable », souligne l'importance de réduire les émissions de carbone (CO2) tout en promouvant une aviation respectueuse de l'environnement et tournée vers un avenir durable.



Par ailleurs, le Salon OACI 80 rassemble une cinquantaine de stands d'exposition, des conférences et des débats réunissant des experts et des représentants du ministère des Transports et de la Météorologie. Cet événement est une opportunité unique pour les participants d'explorer les innovations et de relever les défis du secteur de l'aviation. Selon le DG de l'ACM, cette célébration incarne le renforcement de la coopération internationale et de l'unité dans le secteur. Il a rappelé le rôle essentiel de l'aviation civile comme outil de connexion mondiale et comme acteur clé dans la lutte pour un environnement propre et durable. De son côté, lors de sa visite des stands, le ministre Ramonjavelo a pris le temps d'échanger avec les exposants pour mieux comprendre les enjeux et les avancées technologiques du secteur. Il a réaffirmé l'engagement de Madagascar pour un transport aérien durable et compétitif, en harmonie avec les aspirations globales de l'OACI.

Africa Investment Forum 2024 : Vers l'intensification des partenariats innovants

ANTSA R. | 05 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Les Market Days de l'Africa investment forum (AIF), une des principales plateformes mondiales pour stimuler les investissements en Afrique se déroulent au Maroc du 4 au 6 décembre. Cette édition, placée sous le thème « Tirer parti de partenariats innovants pour passer à l'échelle supérieure », promet de jouer un rôle clé dans l'accélération de la croissance économique et le développement durable du continent, en mettant l'accent sur les collaborations stratégiques et les investissements à fort impact.



Depuis sa création en 2018, l'Africa investment forum s'est affirmé comme un catalyseur majeur de l'investissement sur le continent africain, ayant généré plus de 180 milliards de dollars d'intérêts d'investissement. À chaque édition, ce forum rassemble investisseurs internationaux, leaders d'entreprises africaines et décideurs gouvernementaux autour de projets transformateurs dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les infrastructures, la santé et l'agriculture. En 2024, les objectifs sont clairs : renforcer la résilience économique de l'Afrique et tirer parti de son potentiel humain et matériel pour répondre aux défis mondiaux.

Potentiel économique

L'Africa investment forum se positionne comme un espace privilégié pour explorer les opportunités d'investissement dans un continent jeune et dynamique. Selon les

projections, le marché africain comptera 2,5 milliards de consommateurs d'ici 2050, une perspective qui attire les investisseurs du monde entier. Le Forum s'efforce ainsi d'encourager les investissements dans des projets à forte valeur ajoutée, en particulier ceux qui visent à améliorer la souveraineté énergétique, alimentaire et sanitaire de l'Afrique. Les Market Days de cette année se concentreront notamment sur les PME africaines, moteurs essentiels de l'économie du continent. En facilitant le réseautage entre plus de 500 PME et des investisseurs institutionnels, le Forum entend favoriser des collaborations à fort impact, tout en abordant des enjeux clés tels que le financement, l'innovation technologique et la durabilité. Une étude récente, réalisée par la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et financée par la Banque africaine de développement, sera également au centre des discussions. Elle explore des solutions pour renforcer les secteurs de l'énergie, de l'alimentation et de la santé à travers des mécanismes financiers adaptés.

Parmi les projets phares présentés lors de cet événement, on retrouve un projet majeur d'ammoniac vert en Afrique du Sud, évalué à 5,7 milliards de dollars. Ce projet vise à produire environ 940 000 tonnes d'ammoniac vert d'ici 2028 et s'inscrit dans les efforts globaux pour la transition énergétique en Afrique. Son succès dépendra en grande partie des discussions en face à face lors des sessions en boardroom, où investisseurs et promoteurs auront l'opportunité de négocier des partenariats stratégiques. Le Forum met également en lumière des initiatives innovantes comme le programme « Les femmes championnes de l'investissement », visant à favoriser l'inclusion des femmes dans les secteurs clés de l'économie africaine, ainsi que des projets dans des domaines prometteurs tels que les industries créatives et le sport. Ce dernier, en particulier, est considéré comme un levier puissant pour stimuler les investissements dans les infrastructures et la création d'emplois.

Douane : Lancement du nouveau système de dédouanement électronique

ANTSA R. | 05 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Une importante étape vient d'être franchie dans le processus de modernisation de la douane malgache. La direction générale a inauguré hier le projet de modernisation du système de dédouanement électronique à Madagascar.

L'inauguration officielle du Salon OACI 80 s'est tenue hier à l'Aéroport international d'Antananarivo. Cet événement marque les 80 années d'existence de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI). La cérémonie, orchestrée par le DG de l'Aviation Civile de Madagascar (ACM), le Colonel Gervais Damasy, s'est tenue en présence du ministre des Transports et de la Météorologie,

Valery Ramonjavelo, ainsi que d'autres personnalités de marque. Placé sous le thème « Un ciel sûr et un avenir durable : ensemble pour les 80 prochaines années », l'événement, qui se déroulera du 4 au 7 décembre, met en lumière les défis et les opportunités dans le secteur de l'aviation civile. Une série de discours, suivie d'une

visite des stands d'exposition par la délégation officielle, a donné le coup d'envoi de cette célébration unique.

Flotte renforcée

Dans son allocution, le ministre Valery Ramonjavelo a fait une annonce majeure pour Madagascar Airlines : l'arrivée imminente d'un nouvel avion ATR avant la fin de la semaine. Un autre appareil, actuellement en réparation, sera également opérationnel dans les jours à venir, portant ainsi la flotte nationale à cinq avions d'ici mi-décembre. Le ministre a également réitéré la vision stratégique des autorités malagasy : faire de Madagascar une plateforme aérienne incontournable en Afrique, grâce à des infrastructures modernes, des professionnels compétents et un engagement ferme pour un développement respectueux de l'environnement.

Aviation durable

En ce qui concerne l'OACI, cette agence a été créée le 7 décembre 1944 à travers l'Accord de Chicago. Il s'agit d'une agence spécialisée des Nations Unies qui œuvre depuis 80 ans pour la sécurité, la durabilité et l'harmonisation du transport aérien civil mondial. Le thème de cette année, « Un ciel sûr et un avenir durable », souligne l'importance de réduire les émissions de carbone (CO2) tout en promouvant une aviation respectueuse de l'environnement et tournée vers un avenir durable. Par ailleurs, le Salon OACI 80 rassemble une cinquantaine de stands d'exposition, des conférences et des débats réunissant

des experts et des représentants du ministère des Transports et de la Météorologie. Cet événement est une opportunité unique pour les participants d'explorer les innovations et de relever les défis du secteur de l'aviation. Selon le DG de l'ACM, cette célébration incarne le renforcement de la coopération internationale et de l'unité dans le secteur. Il a rappelé le rôle essentiel de l'aviation civile comme outil de connexion mondiale et comme acteur clé dans la lutte pour un environnement propre et durable.



De son côté, lors de sa visite des stands, le ministre Ramonjavelo a pris le temps d'échanger avec les exposants pour mieux comprendre les enjeux et les avancées technologiques du secteur. Il a réaffirmé l'engagement de Madagascar pour un transport aérien durable et compétitif, en harmonie avec les aspirations globales de l'OACI.

EDBM : Lancement de la plateforme des investissements en énergie

ARH. | 05 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

L'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) a annoncé l'ouverture de la Plateforme des investissements en énergie (PIE) au grand public. Cette initiative bénéficie du soutien du projet Promotion d'électrification rurale par les énergies renouvelables (PERER) de la GIZ, ainsi que de divers acteurs publics et privés du secteur énergétique. La plateforme est accessible via le site energy.edbm.mg. Fruit de la collaboration entre l'EDBM, la GIZ Madagascar – PERER, le ministère de l'Energie et des hydrocarbures, l'ADER, l'ORE et le secteur privé, la PIE s'inscrit dans la Nouvelle politique de l'énergie de Madagascar. Elle est également alignée sur l'Objectif de développement durable 7 des Nations unies, visant un accès universel à une énergie fiable, durable et abordable.

La PIE a été conçue pour faciliter les connexions entre investisseurs et porteurs de projets. En centralisant des

informations clés et favorisant les partenariats, elle ambitionne de promouvoir les énergies renouvelables et d'accélérer les investissements dans ce secteur stratégique.

La directrice générale de l'EDBM, Josielle Rafidy, a salué la collaboration fructueuse entre l'EDBM et la GIZ. Elle a évoqué des réalisations majeures comme l'annuaire des acteurs du secteur des énergies renouvelables et le guide « Invest in Energy ».

Selon elle, « la PIE est un outil stratégique capable de répondre aux enjeux de la transition énergétique ». De son côté, Jasper Haerig, chef de composante du projet PERER, a réitéré l'engagement de la GIZ à soutenir Madagascar dans le développement des énergies renouvelables.

CEO SUMMIT : Des personnalités s'expriment

IRINA TSIMIJALY | 06 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le CEO Summit 2024 a réuni dirigeants, entrepreneurs et décideurs pour discuter de l'avenir économique et stratégique de la région de l'océan Indien.

Entrepreneurs, leaders, visionnaires : nous avons eu l'opportunité de les rencontrer lors de l'événement d'ouverture du CEO SUMMIT 2024, qui s'est tenu hier au Novotel Ankorondrano, pour recueillir leurs avis sur la situation de chaque île dans la zone de l'océan Indien. Avec cinq cents invités présents lors de cette première journée, l'objectif principal était d'élargir leurs réseaux et de favoriser les interconnexions entre les îles. Les participants étaient globalement optimistes quant à cette première édition, partageant un même état d'esprit « ambitieux pour la région de l'Indo-Océanique ». Toutefois, ils soulignent que certaines situations nécessitent des améliorations.



Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) - « L'unité et l'ouverture »

Unissons-nous pour réussir, au lieu d'agir de manière dispersée. Les pays d'Amérique du Sud ont su se renforcer et s'intégrer au marché européen, ce qui leur a permis d'affirmer leur place sur la scène internationale. De la même manière, nous, dans la région de l'océan Indien, devons prouver ce dont nous sommes capables, car nous disposons de tous les atouts nécessaires... C'est précisément l'objectif de cette rencontre : élaborer des résolutions communes à soumettre à l'ensemble des dirigeants de la région de l'océan Indien. Chaque île possède ses atouts, et si nous exploitons correctement ces forces, nous pourrions réellement réussir. Parmi ces solutions, l'enlèvement des restrictions, comme pour La Réunion, qui ouvrirait tous les accès. Il revient au secteur privé de pousser, d'inciter et de contraindre les autorités à avancer dans cette direction.

Gérard Monloup, président de Hazovato Forello - « Créer des synergies entre îles »

Ce n'est pas du simple réseautage, nous cherchons avant tout à mettre en contact les décideurs pour créer des synergies avec des partenaires mahorais, seychellois, mauriciens ou comoriens. Nous avons beaucoup de choses à offrir, mais aussi des besoins, et j'aimerais rencontrer ces partenaires. En tant que directeur de société privée, j'espère que les déclarations de la présidente de la région Réunion et de notre président auront des répercussions sur nos entreprises. Il faut lever les verrous, principalement

administratifs. À mon avis, il est nécessaire d'alléger les conditions administratives sur l'import-export, les terrains, de libérer les échanges au niveau douanier et d'améliorer les infrastructures. Madagascar est un mini-Brésil, et si nous prenons les bonnes décisions, nous pourrions dépasser toutes les îles d'Amérique du Sud sur le plan économique... Ce n'est pas loin, 10, 20 ans peut-être, ou même une génération, mais c'est faisable pour Madagascar.

Rafaravavitafika Rasata, ministre des Affaires étrangères de Madagascar - « Un défi géopolitique à relever »

C'est un beau défi que nous allons relever ensemble. Il faut vraiment savoir que ce qui se passe dans le pays ou dans le monde ne doit jamais être perçu comme quelque chose qui n'arrive qu'aux autres. Nous sommes dans une situation géopolitique d'incertitude... L'adaptabilité n'est pas une option, c'est une nécessité. Un équilibre doit être trouvé entre le nationalisme et le recours au multilatéralisme. Le multilatéralisme est un défi, car il y a beaucoup de politiques nationales qui se confrontent à celles des multinationales. Actuellement, Madagascar se concentre davantage sur les pays insulaires en développement, en particulier ceux qui sont dans une situation similaire à la nôtre en termes de sécurité maritime, alimentaire, sanitaire, et autres. Le pays entame une plaidoirie pour transmettre ces préoccupations aux membres de la Commission de l'océan Indien (COI). Madagascar est un pays dont il faut libérer le potentiel et réfléchir aux autres priorités. L'État malgache a pris ses responsabilités pour renforcer et améliorer le climat des affaires et ainsi mettre Madagascar en avant sur la scène internationale.

Roland Kobia, ambassadeur de la délégation de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores - « Un climat des affaires favorable »

Je suis personnellement au-delà de l'action institutionnelle de l'Union Européenne. Il s'agit d'instaurer un climat des affaires favorable pour attirer les investissements, qu'ils soient étrangers ou malgaches, et de permettre aux Malgaches de créer des entreprises et de lancer des projets. Nous, en tant qu'Union Européenne, et d'autres bailleurs, donnons des fonds aux pays qui cherchent à se développer, mais nous ne pouvons pas tout faire seuls. Nous avons besoin du secteur privé pour compléter notre action. D'après les chiffres fournis par les États-Unis, pour atteindre les objectifs du développement durable, il faut 5 000 milliards de dollars par an jusqu'en 2030, un chiffre difficile à atteindre par les donateurs publics. Il est donc essentiel d'avoir un climat des affaires favorable. Madagascar, comme tous les pays en développement, a encore des progrès à faire, mais ce que nous constatons ici, c'est la volonté d'agir sur ce sujet. Et Madagascar peut compter sur l'Union Européenne pour améliorer ce climat des affaires.

Partage : L'océan Indien face aux enjeux géopolitiques et économiques

IRINA TSIMIJALY | 06 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'océan Indien a une histoire marquée par des luttes anti-impérialistes et des mouvements de libération nationale. Des pays comme le Mozambique, Madagascar, la Tanzanie, l'Éthiopie, le Yémen démocratique et les Seychelles ont, à divers degrés, ont choisi des voies progressistes ou socialistes pour structurer leurs sociétés. Toutefois, ces dynamiques historiques se confrontent aujourd'hui à des défis économiques et géopolitiques.

Lors du CEO Summit 2024, qui a débuté hier au Novotel Alarobia, Renaud Girard, géopoliticien et chroniqueur au Figaro, a abordé la question lors de la keynote d'ouverture intitulée « Quelle place peut gagner l'océan Indien dans le monde d'aujourd'hui ? ». Il a mis en avant trois leviers stratégiques : le multilatéralisme, le libre-échange et l'extraterritorialité.

L'Inde et la Chine représentent des opportunités stratégiques pour les entreprises de la région. Des mécanismes comme l'extraterritorialité permettent de contourner certaines barrières réglementaires et d'accéder à de nouveaux marchés. Cela peut favoriser les échanges et stimuler la croissance, à condition de renforcer la compétitivité des entreprises locales.

Pour relever ces défis, les pays de l'océan Indien doivent réinvestir dans le dialogue multilatéral et les partenariats économiques. Une stratégie reposant sur la stabilité politique et la coopération économique pourrait faire de cette région un modèle de développement durable et un acteur majeur du commerce international.

Insécurité Alimentaire à Madagascar : Une crise silencieuse en expansion

RAKOTOARISOA ANDRIATAHINA | 06 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Madagascar, île mythique aux paysages luxuriants et à la biodiversité unique, souffre pourtant d'une crise silencieuse, mais de plus en plus pressante : l'insécurité alimentaire. Malgré des ressources naturelles abondantes, une grande partie de la population malgache vit dans une précarité alimentaire chronique, subissant des famines et des pénuries récurrentes. Loin de n'être qu'une simple question de production agricole insuffisante, l'insécurité alimentaire à Madagascar est un phénomène complexe, né d'une combinaison de facteurs économiques, sociaux, environnementaux et politiques. Mais comment en est-on arrivé là ? Et quelles solutions peuvent être envisagées pour redresser la situation ?

Vulnérabilité de l'agriculture

Madagascar, contrairement à de nombreux autres pays, possède des terres fertiles et un climat propice à la culture. Cependant, l'agriculture malgache est en grande partie pluviale et dépendante de conditions climatiques variables. Les sécheresses récurrentes, exacerbées par les changements climatiques, frappent durement les régions rurales où l'agriculture représente la principale source de subsistance. Les rendements des cultures de base, telles que le riz, le maïs, et les tubercules, oscillent dramatiquement d'une année à l'autre. En période de crise, des millions de Malgaches se retrouvent sans ressources pour se nourrir, et les systèmes de stockage restent souvent insuffisants pour faire face à ces chocs.

Pauvreté endémique et accès aux aliments

La pauvreté est un facteur clé dans l'insécurité alimentaire à Madagascar. Environ 80% de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec un revenu quotidien bien en-dessous du minimum vital. L'incapacité à accéder à des

produits alimentaires diversifiés et nutritifs est un enjeu majeur. Même lorsque la production locale est suffisante, les populations rurales manquent de moyens financiers pour acheter de la nourriture de qualité, et les inégalités sociales exacerbent la situation. Les familles les plus vulnérables, dont les femmes et les enfants, sont souvent les premières à souffrir de cette carence alimentaire.

Crises politiques

La situation économique de Madagascar est également influencée par des décennies d'instabilité politique et de mauvaise gestion des ressources. Les crises politiques ont souvent conduit à des interruptions des services publics, à une mauvaise gestion des terres agricoles et à une diminution des investissements dans les infrastructures rurales. Le manque d'infrastructures de transport et de stockage entrave la circulation des produits alimentaires à travers le pays.



En outre, les programmes d'aide et de soutien à l'agriculture sont souvent mal coordonnés, voire corrompus, empêchant une véritable transformation du secteur agricole.

Impact des catastrophes naturelles

Madagascar est régulièrement frappé par des cyclones, des sécheresses, et des inondations, qui dévastent les récoltes et les infrastructures. Le cyclone tropical Freddy, en début d'année 2023, en est un exemple tragique. Il a détruit des milliers de maisons et a exacerbé l'insécurité alimentaire dans les régions déjà fragiles. Ces catastrophes, combinées à la pauvreté et à l'insuffisance des systèmes de prévention, provoquent une perte catastrophique de ressources alimentaires et compliquent davantage la capacité de récupération des populations locales.

La malnutrition et ses effets à long terme

La malnutrition est l'une des conséquences les plus visibles de l'insécurité alimentaire à Madagascar. Selon les Nations unies, près de 47% des enfants malgaches de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique. Cette situation a des effets dévastateurs sur la santé des jeunes générations : retard de croissance, troubles cognitifs, vulnérabilité accrue aux maladies infectieuses et, dans certains cas, des séquelles irréversibles. La malnutrition infantile est également un frein au développement économique à long terme, car elle réduit la productivité des futures générations.

L'exode rural et l'urbanisation chaotique

Face à la précarité alimentaire dans les zones rurales, un nombre croissant de Malgaches migrent vers les villes à la recherche de meilleures conditions de vie. Cependant, l'urbanisation rapide n'a pas été accompagnée de la création d'infrastructures suffisantes, entraînant une prolifération de bidonvilles où la situation alimentaire ne s'améliore guère. L'exode rural exacerbe la pression sur les ressources urbaines, tandis que les populations rurales continuent de souffrir dans les régions éloignées et mal desservies.

Conflits et tensions sociales

L'insécurité alimentaire n'est pas uniquement un problème de nutrition, mais aussi un facteur générateur de tensions sociales. Les conflits pour l'accès à la terre et aux ressources alimentaires sont fréquents, notamment dans les régions les plus vulnérables. Les inégalités entre les différentes régions du pays (certaines étant plus touchées par la faim que d'autres) nourrissent également des ressentiments qui peuvent mener à des conflits sociaux.

Révolution Agricole Durable

L'une des réponses les plus urgentes à l'insécurité alimentaire réside dans la transformation du secteur agricole malgache. Il est nécessaire de promouvoir des pratiques agricoles durables, basées sur des technologies adaptées aux conditions locales. L'irrigation, le stockage des récoltes et la diversification des cultures sont des éléments-clés pour rendre l'agriculture plus résiliente face aux aléas climatiques. Le soutien aux agriculteurs locaux, à travers des crédits accessibles et une meilleure formation, permettrait également d'améliorer la productivité et la rentabilité des exploitations agricoles.

Sécurisation de l'accès à la nourriture et la protection sociale

Le renforcement des systèmes de protection sociale est crucial pour lutter contre l'insécurité alimentaire. La mise en place de filets de sécurité alimentaire, comme des aides directes ou des programmes de distribution alimentaire ciblés pour les plus vulnérables, pourrait atténuer les effets de la faim pendant les périodes de crise. De plus, la réduction de la pauvreté par des programmes d'emploi rural ou des formations professionnelles permettrait aux Malgaches d'améliorer leur pouvoir d'achat et leur accès à une alimentation diversifiée.

Prévention et gestion des risques

Face aux catastrophes naturelles, il est primordial de renforcer les mécanismes de prévention et de gestion des crises. Cela passe par l'amélioration des infrastructures de transport et de stockage, la mise en place de systèmes d'alerte précoce et le développement de stratégies locales de résilience. Une coopération plus étroite entre les autorités malgaches, les organisations internationales et les ONG permettrait de mieux anticiper les crises alimentaires et d'offrir une réponse plus efficace.

Gouvernance et stabilité politique

Enfin, la gouvernance reste un enjeu fondamental. Des politiques agricoles cohérentes, bien financées et transparentes, ainsi qu'une gestion rigoureuse des ressources naturelles, sont des impératifs pour améliorer la sécurité alimentaire. La stabilité politique et la lutte contre la corruption sont essentielles pour garantir l'efficacité des programmes et restaurer la confiance des citoyens.

Une Urgence à prendre au sérieux

L'insécurité alimentaire à Madagascar n'est pas un problème isolé, mais un défi global qui touche des millions de personnes, dont les effets se répercutent sur la santé, l'économie et la stabilité sociale du pays. Face à cette crise, les solutions doivent être globales, systémiques et adaptées à la réalité du terrain. Il est crucial que Madagascar adopte une approche intégrée, qui combine la modernisation de l'agriculture, l'amélioration des infrastructures, la protection sociale et la gestion durable des ressources naturelles. Le pays dispose des atouts nécessaires pour sortir de ce cercle vicieux, mais cela nécessite une volonté politique forte, une coopération internationale accrue et, surtout, un engagement envers un développement humain durable. Il est temps d'agir pour que l'insécurité alimentaire cesse d'être une fatalité.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

